

**BULLETIN TRIMESTRIEL  
DE CONJONCTURE**  
Suivi de la conjoncture monétaire  
et financière

**POLYNESIE FRANCAISE**  
N° 118 – 2ème Trimestre 2004

# Sommaire

---

	<b>Page</b>
<b>Synthèse</b>	<b>3</b>
<b>1. L'évolution monétaire et financière</b>	
<b>1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>4</b>
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	5
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	7
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	8
<b>1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>9</b>
1.2.1 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	9
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	13
<b>1.3 La masse monétaire et ses contreparties</b>	<b>15</b>
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	15
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	16
<b>1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux</b>	<b>17</b>
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	17
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	19
<b>2. Rappels des taux</b>	
<b>2.1 Taux administrés</b>	<b>21</b>
2.1.1 Taux d'intérêt légal	21
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	21
<b>2.2 Taux du marché</b>	<b>21</b>
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	21
2.2.2 Taux de base bancaire	22
<b>2.3 Taux de l'usure</b>	<b>22</b>
2.3.1 Crédits aux particuliers	22
2.3.2 Crédits aux entreprises	22
<b>2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit</b>	<b>23</b>
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	23
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	24
<b>3. Autres activités de l'IEOM</b>	
<b>3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire</b>	<b>27</b>
<b>3.2 Les systèmes d'échanges</b>	<b>28</b>
<b>3.3 Le refinancement</b>	<b>28</b>

**Remarque liminaire**

*L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit, le Trésor Public et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).*

# Synthèse

---

Depuis octobre 2003, le paysage bancaire polynésien s'est enrichi d'une nouvelle société financière, General Electric Financement Polynésie SAS, dont le démarrage de l'activité d'octroi de financements mobiliers aux entreprises et aux particuliers a pu être observé lors du premier trimestre de l'année 2004.

Après une fin d'année 2003 marquée par les traditionnels mouvements de fonds liés aux projets en défiscalisation, l'épargne en Polynésie française s'est contractée de 1,5 % sur le premier trimestre 2004 pour atteindre 367,9 milliards de F CFP au 31 mars 2004. L'encours de l'ensemble des actifs financiers a néanmoins connu un rythme de progression annuel de 8,7 %.

Sur l'année, la croissance des actifs financiers a concerné l'ensemble de ses composantes. L'épargne à long terme a connu une hausse significative (+27,9 %) portée par l'engouement des agents économiques pour les produits d'assurance-vie (+35 %) et les OPCVM non monétaires (+ 22,3 %). Les dépôts à vue ont également enregistré une progression notable (+11,5 %) tandis que celle des placements liquides s'est révélée plus modeste (+ 1,9 %) en raison de la désaffection pour les dépôts à terme (-17,3 %), néanmoins compensée par l'attrait des comptes sur livrets (+ 26,1 %).

Tous les agents économiques ont connu une croissance de leur épargne en glissement annuel. Les particuliers, dont les dépôts collectés se sont élevés à 230,8 milliards de F CFP (64,2 % du total), ont enregistré une progression significative (9,7 %), de même que les sociétés financières (+12,5 %) et les entrepreneurs individuels (+5,3 %).

L'ensemble des crédits mis en place en faveur des agents économiques polynésiens par le système bancaire local et les établissements de crédit hors zone d'émission a représenté 404,5 milliards de F CFP au 31 mars 2004, en hausse de 6,6 % en glissement annuel.

Avec 44,5 % des concours bancaires octroyés pour un encours de 180 milliards de F CFP (+ 9,3 % sur l'année), les particuliers demeurent les premiers débiteurs des établissements de crédit. L'effort d'investissement des ménages s'est poursuivi, comme en témoigne l'accroissement des crédits à l'habitat de 8,2 % sur l'année. En outre, l'encours des crédits à la consommation a connu une hausse de 10,3 % sur l'année.

L'encours des crédits accordés aux entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) s'est inscrit en hausse de 5,3 % sur les douze derniers mois, insufflée par l'augmentation de leurs crédits de trésorerie de 6,2 %.

Par ailleurs, la demande de crédit émanant des administrations publiques locales s'est accélérée, enregistrant une progression de 27,6 % sur l'année, à la faveur de crédits d'équipement s'élevant à 58,1 milliards de F CFP en mars 2004 (+7,3 %).

La qualité du portefeuille des établissements de crédit polynésiens s'est dégradée. Ainsi, l'encours des comptes ordinaires débiteurs détenus par les banques de la place, ainsi que les créances douteuses nettes, se sont inscrits en progression, respectivement de 1,8 % et de 24,5 % en l'espace d'un an. La situation financière des ménages s'est particulièrement détériorée avec un recours au découvert bancaire qui s'est accru de 9,5 % tandis que leurs créances douteuses nettes ont augmenté de 41 %.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

### 1.1.1 Ensemble des actifs financiers

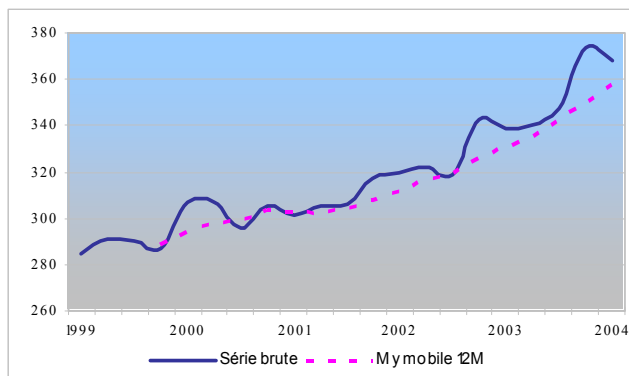
#### Commentaires :

Après une fin d'année marquée traditionnellement par une phase d'accélération de l'épargne, le premier trimestre 2004 a été ponctué par une baisse de 1,5 % des actifs financiers (367,9 milliards de F CFP contre 373,7 milliards à fin 2003). En revanche, l'encours de ces derniers s'est amélioré de 8,7 % en glissement annuel (338,4 milliards de F CFP au 31 mars 2003).

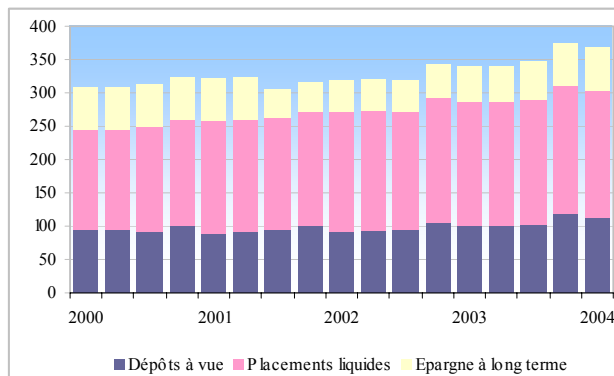
A l'inverse de la tendance baissière de l'épargne globale observée sur le trimestre, l'évolution de l'épargne à long terme s'est révélée favorable, en progression de 5 %. Elle constitue en outre la composante des actifs financiers ayant enregistré le plus fort taux d'accroissement sur les douze derniers mois (+27,9 %), sous l'impulsion des contrats d'assurance-vie (+35 %) et des OPCVM non monétaires (+22,3 %).

	Montants en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	mars-03	sept-03	mars-04
<b>Actifs financiers.....</b>	<b>338 392</b>	<b>340 509</b>	<b>347 784</b>	<b>373 709</b>	<b>367 925</b>	<b>6,0%</b>	<b>9,0%</b>	<b>8,7%</b>
<b>Dépôts à vue.....</b>	<b>100 584</b>	<b>99 696</b>	<b>101 784</b>	<b>117 790</b>	<b>112 145</b>	<b>8,0%</b>	<b>6,3%</b>	<b>11,5%</b>
<b>Placements liquides.....</b>	<b>186 153</b>	<b>186 236</b>	<b>188 004</b>	<b>193 008</b>	<b>189 712</b>	<b>5,1%</b>	<b>6,8%</b>	<b>1,9%</b>
Comptes sur livret.....	63 135	69 974	75 101	78 568	79 593	15,1%	38,6%	26,1%
Cptes d'épargne-logement.	175	188	203	215	234	-	65,7%	33,9%
Dépôts à terme.....	87 071	80 550	76 343	76 786	72 046	-2,0%	-16,7%	-17,3%
OPCVM monétaires.....	14 051	14 345	15 002	15 455	15 154	18,9%	49,2%	7,9%
Divers.....	21 721	21 179	21 355	21 984	22 685	0,9%	6,9%	4,4%
<b>Epargne à long terme.....</b>	<b>51 655</b>	<b>54 577</b>	<b>57 997</b>	<b>62 912</b>	<b>66 068</b>	<b>5,1%</b>	<b>22,7%</b>	<b>27,9%</b>
Actions - obligations.....	5 505	5 878	5 889	5 821	5 863	-14,5%	11,1%	6,5%
OPCVM non monétaires..	19 442	19 651	20 749	21 857	23 783	-13,0%	9,2%	22,3%
Plans d'épargne logement	5 586	6 187	6 744	7 297	7 900	-	71,4%	41,4%
Assurance-vie .....	21 122	22 861	24 614	27 936	28 521	14,5%	29,2%	35,0%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

### Commentaires :

L'encours des dépôts locaux collectés par les banques et institutions financières pour leur propre compte s'est élevé à 294,6 milliards de F CFP au premier trimestre 2004, en recul de 2,7 % par rapport à décembre 2003 (302,6 milliards de F CFP) mais en hausse de 5,9 % sur l'année (278,3 milliards de F CFP en mars 2003).

#### Les dépôts à vue

Les dépôts à vue se sont contractés de 4,8 % sur les trois premiers mois de l'année, leur encours passant de 117,8 milliards de F CFP au terme de l'année 2003 à 112,1 milliards de F CFP le trimestre suivant. Cette baisse doit néanmoins être relativisée en tenant compte des traditionnels mouvements de fonds liés aux investissements en défiscalisation opérés au mois de décembre. En effet, l'évolution en glissement annuel fait état d'une progression de leur encours de 11,5 %.

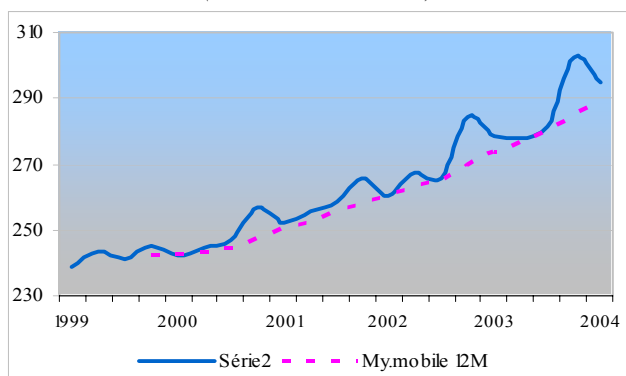
#### Les placements liquides ou à court terme

Les placements liquides (comptes sur livrets, comptes épargne logement) ou à court terme ont vu leur encours (174,6 milliards de F CFP en mars 2004) se replier de 1,7 % par rapport au trimestre précédent (177,6 milliards de F CFP). Sur l'année, cette tendance est inversée puisque la variation est de +1,4 %. L'engouement pour les comptes sur livrets (+26,1 % en un an) y a fortement contribué, au détriment des dépôts à terme (- 17,3 %).

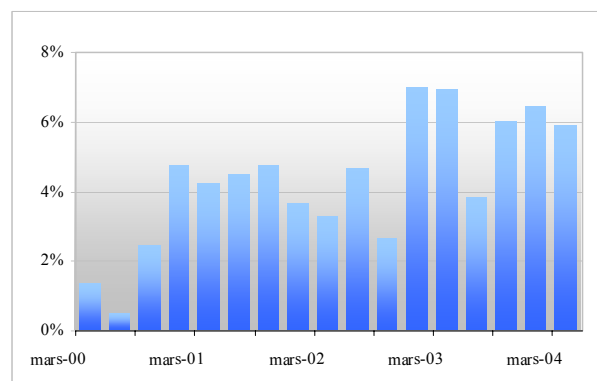
#### Les placements d'épargne à long terme

Les plans d'épargne logement, dont la mise en place en Polynésie française s'est effectuée en février 2002, ont poursuivi leur progression en 2004. En trois mois, leur encours est passé de 7,3 milliards de F CFP à 7,9 milliards de F CFP (+8,3 %), contre 5,6 milliards de F CFP il y a un an (+ 41,4 %).

**Dépôts collectés par les EC locaux**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**

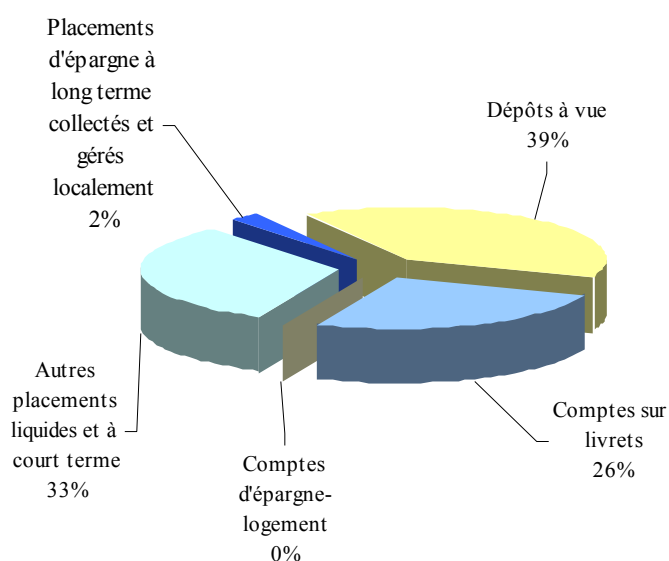


# 1. L'évolution monétaire et financière

## Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montants en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	mars-03	sept-03	mars-04
<b>Dépôts à vue</b>	<b>100 584</b>	<b>99 696</b>	<b>101 784</b>	<b>117 790</b>	<b>112 145</b>	<b>8,0%</b>	<b>6,3%</b>	<b>11,5%</b>
dont banques locales	95 093	94 040	95 771	111 710	105 010	8,8%	5,6%	10,4%
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>63 135</b>	<b>69 974</b>	<b>75 101</b>	<b>78 568</b>	<b>79 593</b>	<b>15,1%</b>	<b>38,6%</b>	<b>26,1%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>175</b>	<b>188</b>	<b>203</b>	<b>215</b>	<b>234</b>	<b>203,6%</b>	<b>65,7%</b>	<b>33,7%</b>
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>108 792</b>	<b>101 729</b>	<b>97 698</b>	<b>98 770</b>	<b>94 731</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-12,5%</b>	<b>-12,9%</b>
Dépôts à terme	87 071	80 550	76 343	76 786	72 046	-2,0%	-16,7%	-17,3%
Bons de caisse	12 957	12 316	11 948	13 464	14 068	-0,5%	-1,6%	8,6%
Certificats de dépôts	8 765	8 864	9 408	8 520	8 617	3,1%	19,9%	-1,7%
dont banques locales	108 792	101 729	97 698	98 770	94 731	-1,4%	-12,5%	-12,9%
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>272 686</b>	<b>271 587</b>	<b>274 785</b>	<b>295 342</b>	<b>286 703</b>	<b>5,5%</b>	<b>5,0%</b>	<b>5,1%</b>
dont banques locales	267 195	265 932	268 773	289 263	279 567	0,0%	4,7%	4,6%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement</b>	<b>5 586</b>	<b>6 187</b>	<b>6 744</b>	<b>7 297</b>	<b>7 900</b>	<b>189,3%</b>	<b>71,4%</b>	<b>41,4%</b>
Plans d'épargne logement	5 586	6 187	6 744	7 297	7 900	189,3%	71,4%	41,4%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>278 273</b>	<b>277 775</b>	<b>281 529</b>	<b>302 640</b>	<b>294 603</b>	<b>6,9%</b>	<b>6,0%</b>	<b>5,9%</b>
dont banques locales	272 782	272 119	275 517	296 560	287 467	7,1%	5,7%	5,4%

### Répartition des actifs financiers par nature au 31 mars 2004



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

### Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

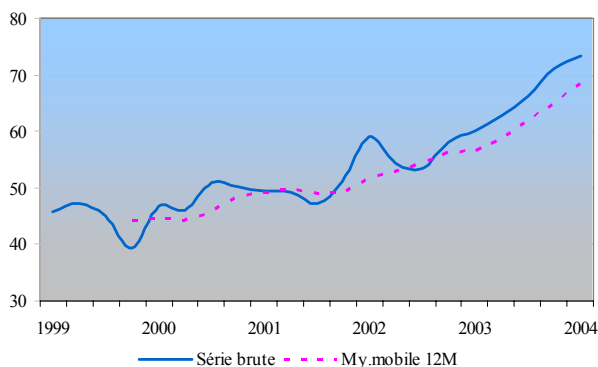
	Montants en millions de F CFP au					Variation en gliss. annuel à fin		
	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	mars-03	sept-03	mars-04
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>14 051</b>	<b>14 345</b>	<b>15 002</b>	<b>15 455</b>	<b>15 154</b>	<b>18,9%</b>	<b>49,2%</b>	<b>7,9%</b>
OPCVM monétaires	14 051	14 345	15 002	15 455	15 154	18,9%	49,2%	7,9%
<i>dont collectés par banques locales</i>	14 051	14 345	15 002	15 140	14 838	22,1%	49,2%	5,6%
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>46 069</b>	<b>48 390</b>	<b>51 253</b>	<b>55 614</b>	<b>58 168</b>	<b>1,8%</b>	<b>18,2%</b>	<b>26,3%</b>
Actions	1 768	2 120	2 237	2 407	2 435	-38,4%	37,2%	37,7%
Obligations	3 737	3 758	3 652	3 414	3 428	4,7%	-0,5%	-8,3%
OPCVM non monétaires	19 442	19 651	20 749	21 857	23 783	-13,0%	9,2%	22,3%
Assurance-vie	21 122	22 862	24 614	27 936	28 521	14,5%	29,2%	35,0%
<i>dont collectés par banques locales</i>	46 069	48 390	51 253	55 614	58 168	-6,3%	18,2%	26,3%
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>60 120</b>	<b>62 735</b>	<b>66 255</b>	<b>71 069</b>	<b>73 322</b>	<b>1,8%</b>	<b>24,1%</b>	<b>22,0%</b>

#### Commentaires :

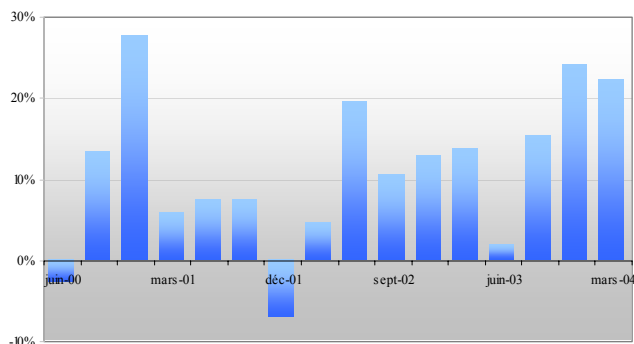
Avec un encours de 73,3 milliards de F CFP, l'épargne collectée localement dont la gestion est assurée par des institutions extérieures a poursuivi sa progression. Qu'elle soit trimestrielle (+3,2 %) ou annuelle (+22 %), cette croissance résulte essentiellement de l'augmentation de l'encours des placements d'épargne à long terme. Dans le détail, celui de l'assurance-vie (28,5 milliards de F CFP au 31 mars 2004) a crû de 2,1 % en l'espace de trois mois et de 35 % en un an et celui des OPCVM non monétaires (23,8 milliards de F CFP) de 8,8 % et de 22,3 %.

Les OPCVM monétaires se sont établis à 15,2 milliards de F CFP au terme des trois premiers mois de l'année 2004. Si ces placements à court terme ont fléchi de 2 % par rapport à décembre 2003 (15,5 milliards de F CFP) en raison de la faiblesse de leur taux d'intérêt, ils restent supérieurs de 7,9 % à leur niveau de l'année précédente (14,1 milliards de F CFP).

**Epargne gérée par les EC HZE**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**





# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.4 Actifs financiers par agent économique

### DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	31/03/03	Parts	31/12/03	Parts	31/03/04	Parts	mars-03	sept.-03	mars-04
<b>Dépôts à vue</b>	<b>100 584</b>		<b>117 790</b>		<b>112 145</b>		<b>8,0%</b>	<b>6,3%</b>	<b>11,5%</b>
Sociétés non financières	37 333	37%	49 369	42%	42 414	38%	21,5%	- 1,8%	13,6%
Entrepreneurs individuels	10 850	11%	11 747	10%	11 234	10%	10,0%	8,7%	3,5%
Particuliers	44 571	44%	46 266	39%	47 801	43%	5,7%	10,9%	7,2%
Autres agents résidents	6 597	7%	9 373	8%	9 445	8%	-29,5%	23,8%	43,2%
Non résidents	1 233	1%	1 036	1%	1 251	1%	29,1%	- 3,2%	1,4%
<b>Autres dépôts</b>	<b>168 924</b>		<b>176 330</b>		<b>173 841</b>		<b>5,2%</b>	<b>5,1%</b>	<b>2,9%</b>
Sociétés non financières	23 910	14%	27 992	16%	28 355	16%	11,8%	25,3%	18,6%
Entrepreneurs individuels	12 058	7%	11 866	7%	12 595	7%	5,2%	9,0%	4,5%
Particuliers	126 758	75%	130 828	74%	127 351	73%	3,9%	2,9%	0,5%
Autres agents résidents	4 747	3%	4 417	3%	4 429	3%	18,5%	-15,5%	- 6,7%
Non résidents	1 453	1%	1 228	1%	1 111	1%	-17,6%	-12,3%	-23,5%
<b>Total des dépôts locaux (hors CDD)</b>	<b>269 508</b>		<b>294 120</b>		<b>285 986</b>		<b>6,2%</b>	<b>5,6%</b>	<b>6,1%</b>
Sociétés non financières	61 243	23%	77 361	26%	70 769	25%	17,5%	7,4%	15,6%
Entrepreneurs individuels	22 639	8%	23 612	8%	23 829	8%	6,7%	7,3%	5,3%
Particuliers	166 011	62%	177 093	60%	175 152	61%	2,2%	1,0%	5,5%
Autres agents résidents	11 343	4%	13 790	5%	13 874	5%	-15,1%	3,7%	22,3%
Non résidents	2 686	1%	2 263	1%	2 362	1%	- 1,1%	- 8,5%	-12,1%
<b>Certificats de dépôts (CDD)</b>	<b>8 765</b>		<b>8 520</b>		<b>8 617</b>		<b>3,1%</b>	<b>19,9%</b>	<b>- 1,7%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>278 273</b>		<b>302 640</b>		<b>294 603</b>		<b>6,1%</b>	<b>6,0%</b>	<b>5,9%</b>

### ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

	Montant en millions de F CFP au						Var. en glissement annuel à fin		
	31/03/03	Parts	31/12/03	Parts	31/03/04	Parts	mars-03	sept.-03	mars-04
<b>Total</b>	<b>60 120</b>		<b>71 069</b>		<b>73 322</b>		<b>1,8%</b>	<b>24,1%</b>	<b>22,0%</b>
Sociétés non financières	6 045	10%	6 882	10%	4 933	7%	116,8%	182,2%	-18,4%
Entrepreneurs individuels	213	n.s.	1 782	3%	254	n.s.	-25,2%	11,3%	19,3%
Particuliers	44 409	74%	52 112	73%	55 631	76%	2,2%	21,1%	25,3%
Autres agents résidents	9 453	16%	10 293	14%	12 504	17%	-24,5%	- 1,7%	32,3%
Non résidents	-	n.s.	0	n.s.	0	n.s.	-	-	-

#### Commentaires :

Au 31 mars 2004, les particuliers ont été les principaux détenteurs des dépôts, qu'ils aient été collectés par les établissements de crédit pour leur propre compte (61,2 % du total) ou gérés par des institutions extérieures (75,9 %). Les premiers, dont l'encours s'est élevé à 175,2 milliards de F CFP au 31 mars 2004, se sont inscrits en progression de 5,5 % en rythme annuel, tandis que les seconds, d'une valeur de 55,6 milliards de F CFP, ont connu un accroissement sensible de 25,3 %

Les sociétés non financières ont représenté 24,7 % de l'épargne collectée auprès des établissements de crédit locaux et 6,7 % de celle gérée par les institutions extérieures avec des encours respectifs de 70,8 milliards de F CFP (+15,6 % sur l'année) et de 4,9 milliards de F CFP (- 18,4 %).

Le reste des agents, entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques, à la même époque, ne comptaient que pour 14,7 % du total des dépôts dans les établissements polynésiens et hors zone d'émission.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 1.2.1 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

#### Commentaires :

Avec un encours global de 322,2 milliards de F CFP, les concours de caractère bancaire accordés par les établissements de crédit locaux ont stagné sur le trimestre (- 0,2 %) mais ont augmenté sensiblement sur les douze derniers mois (+ 9,2 %).

#### *Répartition et évolution des concours par catégorie*

Les crédits à l'habitat, premier poste des crédits octroyés avec 100,3 milliards de F CFP (31,1 % du total), ont vu leur encours s'accroître de 7,9 % par rapport à mars 2003 (92,9 milliards de F CFP).

Les crédits de trésorerie, qui constituent le second poste en termes de volume (30,5 %), ont connu une augmentation de 13 % en rythme annuel pour atteindre 98,3 milliards de F CFP (87 milliards de F CFP au 31 mars 2003).

Représentant 15,4 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire, les crédits à l'équipement se sont établis à 49,7 milliards de F CFP, en progression de 6,9 % sur la même période (46,5 milliards de F CFP).

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques révèle une dégradation de leur situation financière. Ainsi les créances douteuses brutes ont vu leur encours croître de 7,8 % sur l'année (15,8 milliards de F CFP, contre 14,6 milliards douze mois plus tôt) mais leur part dans le total des crédits consentis par les établissements de crédits locaux est restée stable, à 4,9 %. En outre, une progression de 24,5 % de l'encours des créances douteuses nettes (5 milliards de F CFP) a également été observée durant cette période. Si celle-ci a affecté l'ensemble des agents économiques, elle a été plus marquée pour les particuliers : 1,9 milliard de F CFP contre 1,4 milliard en mars 2003, soit + 41 %. Enfin, les comptes ordinaires débiteurs ont progressé de 1,8 %, du fait principalement des particuliers (+ 9,5 %).

#### *Répartition et évolution des concours par agent économique*

Au 31 mars 2004, les principaux emprunteurs sont restés les particuliers, pour lesquels les crédits accordés représentent près de la moitié de l'encours global (49,9 %), suivis des sociétés non financières (37 %) et des entrepreneurs individuels (6,5 %).

#### Les particuliers

Les crédits accordés aux particuliers ont poursuivi leur ascension, leur encours (160,9 milliards de F CFP) s'étant inscrit en hausse de 0,5 % sur trois mois et de 8,3 % sur une année.

Ils sont essentiellement constitués des prêts immobiliers (86,9 milliards de F CFP en mars 2004) et des crédits de trésorerie (61,3 milliards de F CFP), représentant à eux deux 92,1 % des crédits consentis en volume. Leurs encours ont affiché des taux de croissance annuels respectifs de 5,1 % et de 11,5 %.

Les indicateurs de vulnérabilité ont connu une évolution défavorable durant les douze derniers mois. Outre les encours des créances douteuses nettes (+ 41 %) et des découverts bancaires (+ 9,5 %), les incidents de paiement se sont inscrits en recrudescence par rapport à l'année précédente. Tandis que le nombre de défaillances de paiement sur chèques est passé à 812, contre 519 en mars 2003 (+56,5 %), celui des retraits de cartes bancaires s'est affiché à 75, contre 18.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## Les sociétés non financières

Les sociétés non financières ont vu l'encours de leurs crédits bancaires augmenter de 10,7 % en un an, pour un total de 119,1 milliards de F CFP. Les principaux moyens de financement sollicités ont été les crédits d'équipement (41,5 milliards de F CFP), ceux de trésorerie (29,8 milliards de F CFP) ainsi que les autres crédits (20,7 milliards de F CFP). L'évolution de leurs encours en rythme annuel a été significative, ceux-ci enregistrant des taux de croissance respectifs de 4,9 %, 12,7 % et 17,6 %.

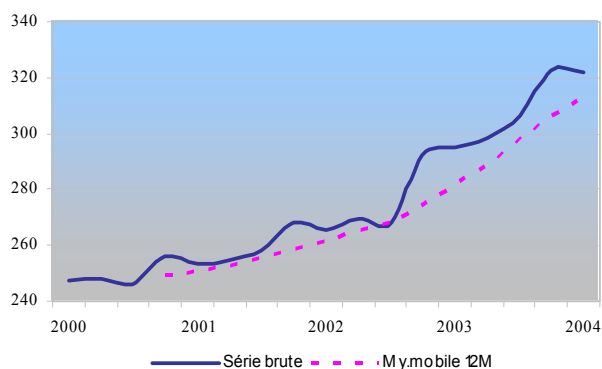
La situation financière des sociétés non financières semble s'être dégradée si l'on prend en compte l'encours des créances douteuses nettes qui a affiché une hausse de 16,7 %. En revanche, l'encours des comptes débiteurs a reculé de 0,9 %.

## Les entreprises individuelles

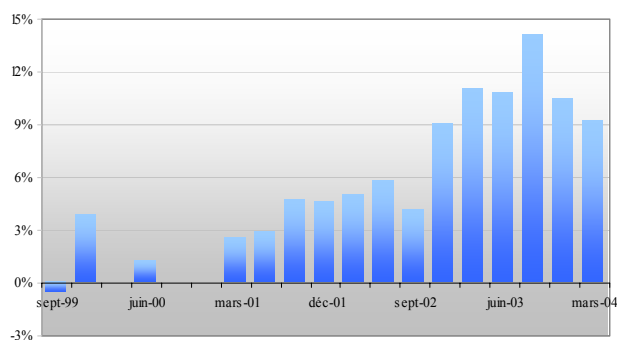
L'encours des concours de caractère bancaire aux entreprises individuelles, d'une valeur globale de 21,1 milliards de F CFP, s'est inscrit en hausse de 4,3 % en rythme annuel. Parmi ses principales composantes, seuls les crédits à l'équipement ont observé une régression de leur encours sur l'année, de 3,9 % (5,5 milliards de F CFP). En effet, ceux des crédits de trésorerie (5 milliards de F CFP) et des prêts immobiliers (4,5 milliards de F CFP) se sont inscrits en hausse, respectivement de 11,4 % et de 12,5 %.

Alors que l'encours des comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels s'est replié de 1,7 % (1,6 milliard de F CFP à fin mars 2004), leurs créances douteuses nettes ont monté de 13,5 % (1,1 milliard de F CFP).

**Concours bancaires des EC locaux**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**



# 1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission											
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	31/03/2003	31/12/2003	31/03/2004	31/03/2003	30/09/2003	31/03/2004
<b>Créances commerciales</b>	<b>2 815</b>	<b>3 692</b>	<b>4 250</b>	<b>3 509</b>	<b>3 037</b>	<b>34,9%</b>	<b>32,5%</b>	<b>7,9%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,9%</b>
Sociétés non financières	2 466	3 427	3 982	3 171	2 836	40,3%	37,1%	15,0%	87,6%	93,7%	93,4%
Entrepreneurs individuels	350	265	269	338	201	6,0%	0,7%	-42,5%	12,4%	6,3%	6,6%
Particuliers	-	-	-	-	-						
Autres agents résidents	-	-	-	-	-						
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>87 022</b>	<b>87 617</b>	<b>90 897</b>	<b>95 160</b>	<b>98 303</b>	<b>20,9%</b>	<b>11,9%</b>	<b>13,0%</b>	<b>29,5%</b>	<b>29,7%</b>	<b>30,5%</b>
Sociétés non financières	26 451	25 652	26 513	27 372	29 803	28,8%	6,5%	12,7%	30,4%	29,2%	30,3%
Entrepreneurs individuels	4 503	4 785	4 823	4 712	5 017	7,4%	3,2%	11,4%	5,2%	5,3%	5,1%
Particuliers	54 994	56 058	58 202	61 117	61 324	19,6%	14,1%	11,5%	63,2%	64,0%	62,4%
Autres agents résidents	1 075	1 122	1 359	1 960	2 159	-15,2%	67,3%	100,9%	1,2%	1,5%	2,2%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>46 485</b>	<b>46 209</b>	<b>46 933</b>	<b>51 523</b>	<b>49 700</b>	<b>10,9%</b>	<b>10,7%</b>	<b>6,9%</b>	<b>15,8%</b>	<b>15,3%</b>	<b>15,4%</b>
Sociétés non financières	39 589	39 146	39 921	43 417	41 536	14,8%	9,7%	4,9%	85,2%	85,1%	83,6%
Entrepreneurs individuels	5 715	5 388	5 294	5 377	5 494	- 4,6%	- 6,3%	- 3,9%	12,3%	11,3%	11,1%
Particuliers	-	-	-	-	-						
Autres agents résidents	1 181	1 676	1 718	2 730	2 670	-16,5%	127,8%	126,0%	2,5%	3,7%	5,4%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>92 907</b>	<b>94 680</b>	<b>96 959</b>	<b>99 224</b>	<b>100 257</b>	<b>5,4%</b>	<b>7,7%</b>	<b>7,9%</b>	<b>31,5%</b>	<b>31,7%</b>	<b>31,1%</b>
Sociétés non financières	6 073	6 344	6 904	8 088	8 674	7,3%	26,3%	42,8%	6,5%	7,1%	8,7%
Entrepreneurs individuels	4 002	4 091	4 308	4 466	4 503	14,0%	15,9%	12,5%	4,3%	4,4%	4,5%
Particuliers	82 685	84 089	85 601	86 523	86 943	5,0%	5,8%	5,1%	89,0%	88,3%	86,7%
Autres agents résidents	147	156	146	146	138	-20,8%	18,5%	- 6,2%	0,2%	0,2%	0,1%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>19 518</b>	<b>19 165</b>	<b>18 675</b>	<b>21 313</b>	<b>19 861</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,1%</b>	<b>1,8%</b>	<b>6,6%</b>	<b>6,1%</b>	<b>6,2%</b>
Sociétés non financières	13 798	13 440	13 038	14 881	13 673	5,2%	- 0,1%	- 0,9%	70,7%	69,8%	68,8%
Entrepreneurs individuels	1 674	1 776	1 573	1 608	1 645	- 1,8%	- 5,8%	- 1,7%	8,6%	8,4%	8,3%
Particuliers	3 227	3 391	3 563	3 784	3 534	5,7%	16,2%	9,5%	16,5%	19,1%	17,8%
Autres agents résidents	819	558	500	1 040	1 009	- 2,1%	68,7%	23,1%	4,2%	2,7%	5,1%
<b>Autres crédits</b>	<b>27 889</b>	<b>27 804</b>	<b>28 708</b>	<b>32 482</b>	<b>31 569</b>	<b>11,5%</b>	<b>17,6%</b>	<b>13,2%</b>	<b>9,5%</b>	<b>9,4%</b>	<b>9,8%</b>
Sociétés non financières	17 604	16 727	17 618	21 204	20 696	10,2%	23,2%	17,6%	63,1%	61,4%	65,6%
Entrepreneurs individuels	2 992	3 044	3 184	3 151	3 117	2,2%	1,1%	4,2%	10,7%	11,1%	9,9%
Particuliers	6 249	6 877	6 884	7 088	7 179	31,2%	18,2%	14,9%	22,4%	24,0%	22,7%
Autres agents résidents	593	545	468	469	431	-38,7%	-35,6%	-27,4%	2,1%	1,6%	1,4%
Non résidents	450	611	553	569	146	16,7%	- 0,1%	-67,6%	1,6%	1,9%	0,5%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>3 978</b>	<b>5 188</b>	<b>4 821</b>	<b>4 974</b>	<b>4 953</b>	<b>-13,8%</b>	<b>21,0%</b>	<b>24,5%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,5%</b>
Sociétés non financières	1 623	2 161	2 102	1 957	1 895	-24,6%	12,7%	16,7%	40,8%	43,6%	38,3%
Entrepreneurs individuels	969	919	899	1 391	1 100	-17,9%	26,0%	13,5%	24,4%	18,7%	22,2%
Particuliers	1 379	2 101	1 797	1 615	1 945	8,7%	31,4%	41,0%	34,7%	37,3%	39,3%
Autres agents résidents	6	6	17	7	11	n.s.	-78,8%	79,4%	0,2%	0,4%	0,2%
Non résidents	0	0	6	4	3	n.s.	-54,7%	n.s.	0,0%	0,6%	0,3%
<b>TOTAL NET</b>	<b>284 424</b>	<b>287 978</b>	<b>294 993</b>	<b>312 343</b>	<b>311 359</b>	<b>11,2%</b>	<b>10,7%</b>	<b>9,5%</b>	<b>96,4%</b>	<b>96,3%</b>	<b>96,6%</b>
Sociétés non financières	107 604	106 896	110 079	120 091	119 114	14,8%	11,4%	10,7%	36,5%	35,9%	37,0%
Entrepreneurs individuels	20 205	20 268	20 351	21 043	21 076	1,9%	3,0%	4,3%	6,8%	6,6%	6,5%
Particuliers	148 534	152 516	156 047	160 127	160 924	11,0%	9,8%	8,3%	50,3%	51,0%	49,9%
Autres agents résidents	3 822	4 063	4 208	6 352	6 418	-18,4%	64,1%	67,9%	1,3%	1,4%	2,0%
Non résidents	451	611	559	574	149	16,6%	- 1,0%	-67,0%	0,2%	0,2%	0,0%
Autres concours non ventilés	3 810	3 623	3 749	4 158	3 679	10,6%	16,8%	- 3,4%	1,3%	1,2%	1,1%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>10 652</b>	<b>10 551</b>	<b>11 219</b>	<b>10 394</b>	<b>10 814</b>	<b>6,9%</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,4%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>295 076</b>	<b>298 529</b>	<b>306 213</b>	<b>322 737</b>	<b>322 173</b>	<b>11,0%</b>	<b>10,5%</b>	<b>9,2%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	5,0%	5,3%	5,2%	4,8%	4,9%						
Taux de provisionnement	72,8%	67,0%	69,9%	67,6%	68,6%						



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2.2 CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION

### Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours de ces crédits s'est élevé à 82,4 milliards de F CFP au 31 mars 2004, en régression de 2,4 % sur l'année (84,4 milliards de F CFP un an plus tôt).

#### *Répartition et évolution des concours par catégorie*

Les crédits à l'équipement, qui ont constitué le principal poste des crédits accordés avec 58,2 milliards de F CFP (70,6 % du total), ont vu leur encours diminuer de 6 % en un an (61,9 milliards de F CFP en mars 2003).

En revanche, les crédits à l'habitat ont connu un engouement sur les douze derniers mois, principalement de la part des particuliers, avec un taux de croissance de 28,6 % (15,1 milliards de F CFP, contre 11,8 milliards un an plus tôt).

Les crédits de trésorerie, pour leur part, ont régressé de 30,9 % en glissement annuel (4,4 milliards de F CFP en mars 2004 contre 6,4 un an auparavant).

#### *Répartition et évolution des concours par agent économique*

##### Les autres agents résidents

Les crédits aux autres agents résidents<sup>1</sup> regroupent la plus large partie de l'encours des crédits octroyés par les établissements HZE, 66,2 % du total au 31 mars 2004. A cette date, ils s'établissaient à 54,6 milliards de F CFP contre 55,5 l'année précédente, soit - 1,7 % et consistaient à 94,8 % en crédits à l'équipement.

##### Les particuliers

En l'espace d'un an, l'encours des crédits accordés par les établissements HZE aux particuliers est passé de 16,1 milliards de F CFP à 19 milliards, soit une augmentation de 18 %. Cette dernière résulte de l'attrait des particuliers polynésiens pour les offres de prêts immobiliers proposées par la CASDEN : l'encours des crédits à l'habitat a connu un rythme de croissance annuel de 30,7 % pour atteindre 14,6 milliards de F CFP.

En revanche, le recours des particuliers aux crédits de trésorerie s'est amoindri de 3,7 % pour s'établir à 4,4 milliards de F CFP.

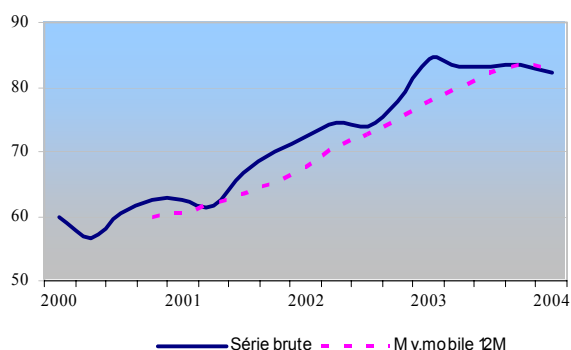
##### Les sociétés non financières

L'encours de leurs crédits a accusé une diminution de 39,5 % en glissement annuel (7,7 milliards de F CFP au 31 mars 2004 contre 12,7 milliards de F CFP l'année précédente) tirée par les crédits à l'équipement qui ont perdu 28 % (6,5 milliards de F CFP contre 9).

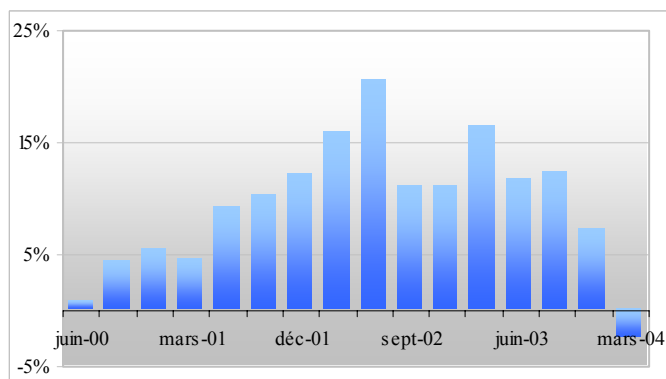
<sup>1</sup> Cette catégorie regroupe surtout les administrations publiques locales.

# 1. L'évolution monétaire et financière

**Concours bancaires des EC HZE**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**



**CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE**  
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission

Montants en millions de F CFP	Montants					Variations annuelles en %			Parts en %		
	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	31/03/2003	31/12/2003	31/03/2004	31/03/2003	30/09/2003	31/03/2004
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>6 428</b>	<b>6 471</b>	<b>6 579</b>	<b>6 483</b>	<b>4 439</b>	<b>12,5%</b>	<b>0,9%</b>	<b>-30,9%</b>	<b>7,6%</b>	<b>7,9%</b>	<b>5,4%</b>
Sociétés non financières	1 819	1 819	1 819	1 828	0	0,0%	0,5%	-100,0%	2,2%	2,2%	-
Entrepreneurs individuels	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	4 609	4 652	4 760	4 655	4 439	18,4%	1,0%	- 3,7%	5,5%	5,7%	100,0%
Autres agents résidents	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>61 898</b>	<b>59 907</b>	<b>58 916</b>	<b>57 488</b>	<b>58 176</b>	<b>15,4%</b>	<b>- 7,1%</b>	<b>- 6,0%</b>	<b>73,3%</b>	<b>70,9%</b>	<b>70,6%</b>
Sociétés non financières	8 991	5 916	5 916	6 477	6 477	25,6%	-28,0%	-28,0%	10,7%	7,1%	11,1%
Entrepreneurs individuels	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	52 907	53 991	53 000	51 011	51 698	13,8%	- 3,6%	- 2,3%	62,7%	63,8%	88,9%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>11 755</b>	<b>12 476</b>	<b>13 570</b>	<b>14 506</b>	<b>15 118</b>	<b>40,8%</b>	<b>23,4%</b>	<b>28,6%</b>	<b>13,9%</b>	<b>16,3%</b>	<b>18,4%</b>
Sociétés non financières	518	-	0	0	0	1,8%	-100,0%	-100,0%	0,6%	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	11 158	11 896	12 989	13 967	14 579	44,5%	25,2%	30,7%	13,2%	15,6%	96,4%
Autres agents résidents	78	580	580	539	539	-32,5%	593,7%	593,7%	0,1%	0,7%	3,6%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	-	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>3 843</b>	<b>3 750</b>	<b>3 732</b>	<b>3 537</b>	<b>3 533</b>	<b>- 7,3%</b>	<b>- 8,0%</b>	<b>- 8,1%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,3%</b>
Sociétés non financières	1 321	1 265	1 265	1 193	1 193	- 8,4%	- 9,7%	- 9,7%	1,6%	1,5%	33,8%
Entrepreneurs individuels	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	16	16	16	20	20	- 8,1%	24,1%	21,9%	0,0%	0,0%	0,6%
Autres agents résidents	2 506	2 469	2 451	2 324	2 320	- 6,6%	- 7,3%	- 7,4%	3,0%	3,0%	65,7%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>373</b>	<b>455</b>	<b>144</b>	<b>919</b>	<b>640</b>	<b>-30,6%</b>	<b>146,6%</b>	<b>71,7%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,8%</b>
Sociétés non financières	21	1	1	405	405	-90,8%	n.s.	n.s.	0,0%	0,0%	63,3%
Entrepreneurs individuels	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	352	454	144	514	235	12,3%	46,0%	-33,3%	0,4%	0,2%	36,7%
Autres agents résidents	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>84 297</b>	<b>83 060</b>	<b>82 941</b>	<b>82 933</b>	<b>81 906</b>	<b>16,5%</b>	<b>- 1,6%</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>99,9%</b>	<b>99,9%</b>	<b>99,5%</b>
Sociétés non financières	12 670	9 001	9 001	9 902	7 670	13,6%	-21,8%	-39,5%	15,0%	10,8%	9,3%
Entrepreneurs individuels	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	16 136	17 018	17 908	19 157	19 039	35,1%	18,7%	18,0%	19,1%	21,6%	23,1%
Autres agents résidents	55 491	57 041	56 031	53 874	54 558	12,6%	- 2,9%	- 1,7%	65,7%	67,5%	66,2%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>116</b>	<b>110</b>	<b>110</b>	<b>449</b>	<b>449</b>	<b>-11,1%</b>	<b>287,0%</b>	<b>287,0%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,5%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>84 413</b>	<b>83 170</b>	<b>83 051</b>	<b>83 383</b>	<b>82 355</b>	<b>16,4%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>- 2,4%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	0,6%	0,7%	0	0	0						
Taux de provisionnement	23,8%	19,5%	0	0	0						

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3 La masse monétaire et ses contreparties

### 1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

#### Commentaires :

Au premier trimestre 2004, la masse monétaire M3 s'est établie à 295,7 milliards de F CFP, contre 281,5 milliards un an auparavant, soit + 5 % en glissement annuel.

Son évolution a été soutenue par les dépôts à vue et les comptes sur livrets : les premiers ont crû de 11,5 % pour atteindre 112,1 milliards de F CFP (100,6 milliards en mars 2003) et les seconds de 26,1 % pour s'afficher à 79,6 milliards de F CFP (63,1 milliards). En revanche, la baisse des taux d'intérêt des placements à plus long terme a joué en leur défaveur : ainsi, les dépôts à terme se sont contractés de 17,3 % en rythme annuel, passant à 72 milliards de F CFP, contre 87,1 milliards douze mois plus tôt.

Enfin, les plans d'épargne-logement ont affiché un taux de croissance de 41,4 % en rythme annuel (7,9 milliards de F CFP contre 5,6 en mars 2003).

#### COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles au		
	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	31/03/2003	31/09/2003	31/03/2004
<b>M1</b>								
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>8 852</b>	<b>9 335</b>	<b>8 950</b>	<b>9 959</b>	<b>8 988</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,5%</b>
- Billets	7 411	7 875	7 484	8 456	7 492	1,5%	1,7%	1,1%
- Pièces	1 441	1 460	1 465	1 503	1 496	4,5%	3,6%	3,8%
<b>Dépôts à vue</b>	<b>100 584</b>	<b>99 696</b>	<b>101 784</b>	<b>117 790</b>	<b>112 145</b>	<b>8,0%</b>	<b>6,3%</b>	<b>11,5%</b>
- Banques	95 093	94 041	95 772	111 710	105 010	8,8%	5,6%	10,4%
- O.P.T.	5 491	5 656	6 012	6 080	7 136	- 3,7%	19,3%	29,9%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M1</b>	<b>109 436</b>	<b>109 032</b>	<b>110 733</b>	<b>127 748</b>	<b>121 134</b>	<b>7,5%</b>	<b>5,9%</b>	<b>10,7%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>63 311</b>	<b>70 162</b>	<b>75 304</b>	<b>78 783</b>	<b>79 827</b>	<b>15,3%</b>	<b>38,7%</b>	<b>26,1%</b>
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>63 135</b>	<b>69 974</b>	<b>75 101</b>	<b>78 568</b>	<b>79 593</b>	<b>15,1%</b>	<b>38,6%</b>	<b>26,1%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>175</b>	<b>188</b>	<b>203</b>	<b>215</b>	<b>234</b>	<b>203,6%</b>	<b>65,7%</b>	<b>33,7%</b>
<b>Total M2</b>	<b>172 747</b>	<b>179 193</b>	<b>186 037</b>	<b>206 531</b>	<b>200 961</b>	<b>10,3%</b>	<b>17,1%</b>	<b>16,3%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>108 792</b>	<b>101 729</b>	<b>97 698</b>	<b>98 770</b>	<b>94 731</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>-12,5%</b>	<b>-12,9%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>87 071</b>	<b>80 550</b>	<b>76 343</b>	<b>76 786</b>	<b>72 046</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>-16,7%</b>	<b>-17,3%</b>
- Banques	87 071	80 550	76 343	76 786	72 046	- 2,0%	-16,7%	-17,3%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bons</b>	<b>12 957</b>	<b>12 316</b>	<b>11 948</b>	<b>13 464</b>	<b>14 068</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>- 1,6%</b>	<b>8,6%</b>
<b>Certificats de dépôt</b>	<b>8 765</b>	<b>8 864</b>	<b>9 408</b>	<b>8 520</b>	<b>8 617</b>	<b>3,1%</b>	<b>19,9%</b>	<b>- 1,7%</b>
<b>Total M3</b>	<b>281 538</b>	<b>280 923</b>	<b>283 735</b>	<b>305 301</b>	<b>295 691</b>	<b>5,4%</b>	<b>4,9%</b>	<b>5,0%</b>
<b>P1</b>	<b>5 586</b>	<b>6 187</b>	<b>6 744</b>	<b>7 297</b>	<b>7 900</b>	<b>189,3%</b>	<b>71,4%</b>	<b>41,4%</b>
(Epargne contractuelle)								
<b>Plans d'épargne-logement</b>	<b>5 586</b>	<b>6 187</b>	<b>6 744</b>	<b>7 297</b>	<b>7 900</b>	<b>189,3%</b>	<b>71,4%</b>	<b>41,4%</b>
<b>Compte d'épargne à long terme</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres cptes d'épargne à rég spéc</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>M3 + P1</b>	<b>287 125</b>	<b>287 110</b>	<b>290 479</b>	<b>312 598</b>	<b>303 591</b>	<b>6,7%</b>	<b>5,9%</b>	<b>5,7%</b>



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

### Commentaires :

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux ont reculé de 15,6 % sur l'année, passant de 76,6 milliards de F CFP en mars 2003 à 64,7 milliards un an après.

Dans le même temps, leurs engagements hors zone d'émission ont diminué mais à un rythme moindre (- 3,9 % sur l'année) pour s'élever à 34,3 milliards à fin mars 2004.

Leur position extérieure nette, résultat de la différence entre les avoirs et les engagements, est passée de 22,7 milliards de F CFP à 13,9 entre mars 2003 et 2004, soit - 38,5% en rythme annuel.

### CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles au		
	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/03/2004	31/03/2003	30/09/2003	31/03/2004
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>76 628</b>	<b>72 612</b>	<b>67 487</b>	<b>67 303</b>	<b>64 679</b>	<b>- 5,4%</b>	<b>-18,3%</b>	<b>-15,6%</b>
Institut d'émission	18 309	17 539	16 420	18 555	16 460	8,0%	- 4,9%	-10,1%
Etablissements de crédit locaux (*)	58 319	55 073	51 067	48 748	48 219	- 8,9%	-21,8%	-17,3%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>- 354</b>	<b>- 354</b>	<b>- 354</b>	<b>- 354</b>	<b>802</b>	<b>879,0%</b>	<b>- 2,4%</b>	<b>-326,5%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>205 264</b>	<b>208 664</b>	<b>216 602</b>	<b>238 352</b>	<b>230 210</b>	<b>10,3%</b>	<b>15,1%</b>	<b>12,2%</b>
<b>Concours de caractère bancaire des EC locaux</b>	<b>295 076</b>	<b>298 528</b>	<b>306 213</b>	<b>322 737</b>	<b>322 173</b>	<b>11,0%</b>	<b>14,1%</b>	<b>9,2%</b>
<b>Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)</b>	<b>89 812</b>	<b>89 864</b>	<b>89 610</b>	<b>84 385</b>	<b>91 963</b>	<b>12,7%</b>	<b>11,7%</b>	<b>2,4%</b>
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	25 408	27 118	28 373	23 826	24 577	2,0%	12,4%	- 3,3%
Provisions sur créances douteuses	10 652	10 551	11 219	10 394	10 814	6,9%	17,0%	1,5%
Engagements hors zone d'émission (*)	35 654	35 929	32 641	31 394	34 270	11,2%	9,3%	- 3,9%
Epargne contractuelle	5 586	6 187	6 744	7 297	7 900	189,3%	71,4%	41,4%
Divers	12 511	10 079	10 633	11 474	14 402	15,8%	- 8,2%	15,1%
<b>Total M3</b>	<b>281 538</b>	<b>280 922</b>	<b>283 735</b>	<b>305 301</b>	<b>295 691</b>	<b>5,4%</b>	<b>4,9%</b>	<b>5,0%</b>
<b>Position extérieure nette du système bancaire local *</b>	<b>22 665</b>	<b>19 144</b>	<b>18 426</b>	<b>17 354</b>	<b>13 949</b>	<b>-29,0%</b>	<b>-48,0%</b>	<b>-38,5%</b>

\* La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

### 1.4.1 Le financement des crédits bancaires

#### Commentaires :

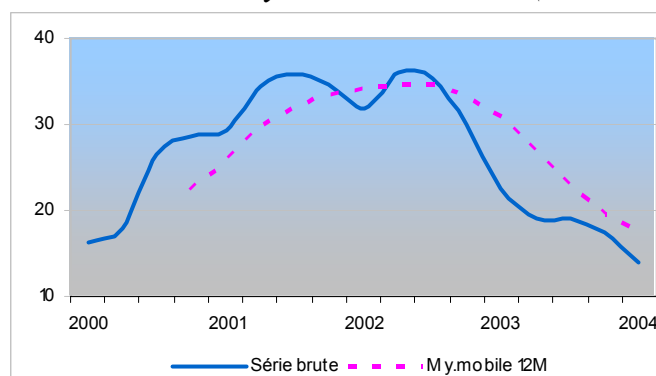
Les ressources des établissements de crédit locaux proviennent essentiellement des dépôts qu'ils collectent puisque ces derniers en ont représenté 85,7 %. Diminués des encaisses, ils ont atteint 284,1 milliards de F CFP au premier trimestre 2004, contre 269,7 milliards l'année précédente, soit +5,3 %.

Le financement sur ressources propres, pour sa part, a compté pour 10,7 % pour un montant de 35,4 milliards de F CFP. Malgré les avantages qu'elles procurent aux établissements de crédit, les opérations de réescompte demeurent marginales et ne sont intervenues qu'à hauteur de 1,9 % du total des ressources (+0,2 point) avec une valeur de 6,3 milliards de F CFP (5,1 milliards en mars 2003, soit + 23,7 % en glissement annuel).

Les ressources des banques polynésiennes sont prioritairement affectées à leurs crédits puisque ces derniers en absorbaient 97,2 %, contre 2,8 % pour les réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM.

La position extérieure nette des établissements de crédits locaux était de 13,9 milliards de F CFP à fin mars 2004, en recul de 38,5 % sur l'année.

*Position extérieure nette du système bancaire local (en milliards de F CFP)*



## 1. L'évolution monétaire et financière

### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 MARS 2003

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	295 076	97,02%	Dépôts collectés - encaisses	269 674	88,67%
Réserves obligatoires	9 065	2,98%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	36 060	11,86%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	15 988	5,26%
			Réesc compte	5 085	1,67%
			(-) position extérieure nette des EC	-22 665	-7,45%
<b>Total emplois</b>	<b>304 142</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>304 142</b>	<b>100%</b>

### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2003

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	322 737	96,88%	Dépôts collectés - encaisses	292 580	87,83%
Réserves obligatoires	10 375	3,41%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	34 219	10,27%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	17 909	5,38%
			Réesc compte	5 759	1,73%
			(-) position extérieure nette des EC	-17 354	-5,21%
<b>Total emplois</b>	<b>333 114</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>333 114</b>	<b>100%</b>

### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 MARS 2004

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	322 173	97,17%	Dépôts collectés - encaisses	284 052	85,68%
Réserves obligatoires	9 370	2,83%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	35 391	10,67%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	19 762	5,96%
			Réesc compte	6 289	1,90%
			(-) position extérieure nette des EC	-13 949	-4,21%
<b>Total emplois</b>	<b>331 544</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>331 544</b>	<b>100%</b>

## 1. L'évolution monétaire et financière

### 1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

#### Commentaires :

##### Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux se sont établies à 49,8 milliards de F CFP à la fin du premier trimestre 2004, en baisse de 2,1 % sur l'année (42,1 milliards au 31 mars 2003). Celles-ci ont été principalement d'une durée supérieure à un an : leur montant s'est ainsi élevé à 30,5 milliards de F CFP (soit 61,2 % de l'ensemble des ressources), dont 11,8 milliards de F CFP pour celles dont la durée est supérieure à cinq ans.

A contrario, les emplois, qui ont atteint 64,1 milliards de F CFP à fin mars 2004 (- 12,7 % en un an), sont principalement à court terme puisque les dépôts inférieurs à un an ont représenté 81,8 % du total.

Les opérations interbancaires des établissements de crédit locaux en Polynésie française ont ainsi affiché un solde « emprunteur » en baisse annuelle de 36,8 %, à 14,3 milliards de F CFP (22,6 milliards en mars 2003).

##### Les opérations avec la clientèle

L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée se retrouve inversé avec les opérations avec la clientèle. En effet, s'agissant des emplois, ce sont ceux qui sont supérieurs à un an qui prévalent, représentant 75,4 % du total des crédits.

A l'inverse, les ressources dont disposent les établissements de crédit locaux sont surtout d'une durée inférieure à un an. Leur montant s'est ainsi élevé à 253,1 milliards de F CFP (250,5 milliards en mars 2003), soit 87,3 % de l'ensemble des ressources.

Le solde des opérations avec la clientèle s'est ainsi établi à - 21,3 milliards de F CFP contre - 9,6 milliards de F CFP au premier trimestre 2003. Cette sensible dégradation résulte du taux de croissance des crédits plus important que celui des dépôts (+9,2 % contre +5,9 %).

# 1. L'évolution monétaire et financière

## EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

31/03/2004	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Caisse	3 415	3 415	0						
Banques centrales et OPT	9 527	9 527	0						
Comptes ordinaires débiteurs	10 020	10 020	0						
Comptes et prêts à terme dont réseau	40 807	4 713	0	19 069	3 595	1 780	1 082	10 568	0
Val. reçues en pension à terme	0	0	0						
Prêts à la clientèle financière	0	0	0						
VNI, créances douteuses et créances rattachées	311	311	0						
<b>Total emplois</b>	<b>64 081</b>	<b>27 986</b>	<b>0</b>	<b>19 069</b>	<b>3 595</b>	<b>1 780</b>	<b>1 082</b>	<b>10 568</b>	<b>0</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Banques centrales et OPT	155	155	0	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires créditeurs	5 160	5 160	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts à terme dont réseau	37 171		2 300	1 972	1 223	1 172	2 168	16 518	11 819
Val. données en pension à terme	6 289		0	6 289	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0		0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	1 048	1 048	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total ressources</b>	<b>49 824</b>	<b>6 363</b>	<b>2 300</b>	<b>8 261</b>	<b>1 223</b>	<b>1 172</b>	<b>2 168</b>	<b>16 518</b>	<b>11 819</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>-14 257</b>	<b>-21 623</b>	<b>2 300</b>	<b>-10 808</b>	<b>-2 372</b>	<b>-609</b>	<b>1 086</b>	<b>5 950</b>	<b>11 819</b>
Cumul		-21 623	-19 323	-30 131	-32 503	-33 112	-32 026	-26 077	-14 257
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Comptes ordinaires débiteurs	19 868	19 868	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	284 054	0	3 895	14 630	13 420	18 427	31 258	130 262	72 162
VNI, créances douteuses et créances rattachées	3 035	3 035	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 096	0	63	23	27	42	86	579	276
Crédit-bail et opérations assimilées	3 306		3 281	1	1	1	3	20	0
Location simple	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total emplois</b>	<b>311 359</b>	<b>22 903</b>	<b>7 239</b>	<b>14 653</b>	<b>13 448</b>	<b>18 470</b>	<b>31 347</b>	<b>130 861</b>	<b>72 437</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Comptes ordinaires créditeurs	105 010	105 010	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	87 727	79 845	79 821	3	15	8	13	6 877	990
Comptes créditeurs à termes	72 046		0	21 552	17 330	9 952	9 589	13 423	200
Bons de caisse et bons d'épargne	14 068		0	2 381	4 381	1 456	2 088	3 762	0
Titres de créances négociables	8 617		0	5 990	2 540	50	36	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	2 610	2 610	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total ressources</b>	<b>290 077</b>	<b>187 465</b>	<b>79 820</b>	<b>29 926</b>	<b>24 267</b>	<b>11 466</b>	<b>11 727</b>	<b>24 062</b>	<b>1 190</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>-21 281</b>	<b>164 562</b>	<b>72 582</b>	<b>15 273</b>	<b>10 819</b>	<b>-7 004</b>	<b>-19 620</b>	<b>-106 800</b>	<b>-71 247</b>
Cumul		164 562	237 143	252 416	263 235	256 230	236 610	129 811	58 564
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	24 577								

## 2. Rappel des taux

### 2.1 Taux administrés

#### 2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

1999	2000	2001	2002	2003	2004
3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %

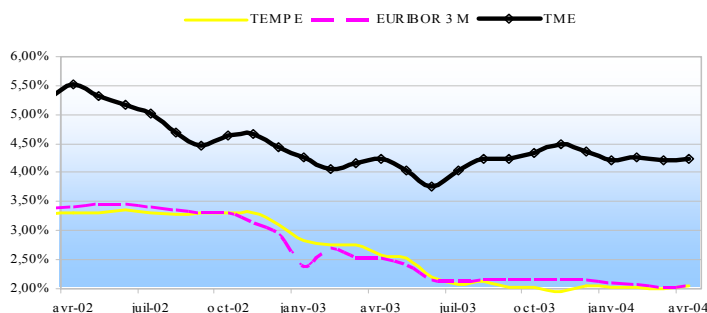
#### 2.1.2 Taux d'intervention de l'institut

	Date d'effet	Taux	Taux de sortie maxima applicables aux crédits pour accès au réescompte
Taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	4,50% (depuis le 01/01/04) 6,45 % à 6,90 % (Taux SGFGAS depuis le 01/05/04)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2003	1,50%	
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
Taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
Taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

## 2.2 Taux du marché

### 2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	nov-03	déc-03	janv-04	févr-04	mars-04	avr-04
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	1,9553%	2,0558%	2,0248%	2,0334%	1,9984%	2,0620%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,159%	2,146%	2,092%	2,070%	2,029%	2,046%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	4,48%	4,36%	4,22%	4,27%	4,21%	4,23%



### 2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Il a baissé de 0,25 point le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

#### Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Oct-99	Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03
7,10	7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60

### 2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

#### 2.3.1 Crédits aux particuliers

<i>Seuils de l'usure</i>	2e trim, 2003	3e trim, 2003	4e trim, 2003	1er trim, 2004	2e trim, 2004
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	7,59%	7,37%	6,88%	6,77%	6,83%
- Prêts à taux variable	7,04%	6,89%	6,40%	6,11%	5,99%
- Prêts à taux relais	7,76%	7,63%	7,12%	7,04%	7,07%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,79%	21,63%	21,25%	20,85%	20,96%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	17,52%	17,27%	16,84%	16,52%	16,57%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	10,63%	10,36%	9,96%	9,60%	9,68%

#### 2.3.2 Crédits aux entreprises

<i>Seuils de l'usure</i>	2e trim, 2003	3e trim, 2003	4e trim, 2003	1er trim, 2004	2e trim, 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,29%	9,15%	8,72%	8,33%	8,52%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,20%	6,92%	6,49%	6,33%	6,35%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,68%	7,39%	6,79%	6,48%	6,57%
- Découverts en compte	11,55%	11,47%	11,19%	11,19%	11,05%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,36%	9,21%	8,73%	8,67%	8,49%

## 2. Rappel des taux

### 2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

#### 2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête sur le coût du crédit aux particuliers sur la période décembre 2003 – janvier 2004 réalisée à partir des données communiquées par les établissements de crédits locaux a permis de rassembler 5 190 nouveaux dossiers de prêts représentant un montant global de 8,3 milliards de F CFP (5 785 pour un total de 7,5 milliards de F CFP en juillet-août 2003).

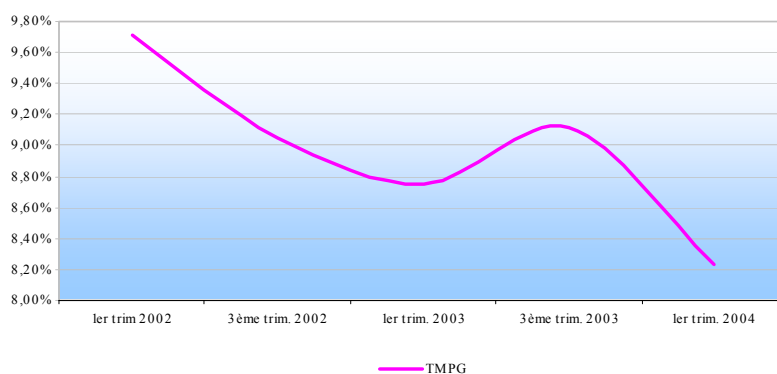
Le taux moyen pondéré global (TMPG) s'est affiché à 8,23% en janvier 2004, en baisse de 0,88 point par rapport à l'enquête précédente (9,11%) et de 0,52 point en glissement annuel (8,75% en janvier 2003).

La baisse des taux moyens des prêts personnels supérieurs à 181 920 F CFP de 1,47 point (8,06% contre 9,53%), et celle des prêts immobiliers de 0,68 point (6,28% contre 6,86%) ont grandement contribué au repli du TMPG de 0,88 point sur le semestre.

#### Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

	3ème trim. 2002	1er trim. 2003	3ème trim. 2003	1er trim. 2004	Variations annuelles
Prêts immobiliers	7,29%	7,03%	6,86%	6,28%	-0,75 pt
Prêts immobiliers relais	6,74%	7,38%	6,73%	5,84%	-1,54 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP	12,75%	12,31%	13,75%	13,38%	1,07 pt
Découverts	11,08%	10,78%	10,47%	10,57%	-0,21 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP	9,96%	8,85%	9,53%	8,06%	-0,79 pt
<b>TMPG</b>	<b>9,05%</b>	<b>8,75%</b>	<b>9,11%</b>	<b>8,23%</b>	<b>0,52 pt</b>

#### Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers





### 2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée pendant les mois de décembre 2003 et janvier 2004 auprès des trois banques polynésiennes a permis de recenser 667 déclarations d'un montant d'environ 14,8 milliards de F CFP.

Les établissements de crédit polynésiens ont poursuivi leur baisse des taux, affichant pour cette enquête un taux moyen pondéré global (TMPG) en retrait de 0,41 point sur le semestre (5,14 % contre 5,55 % auparavant).

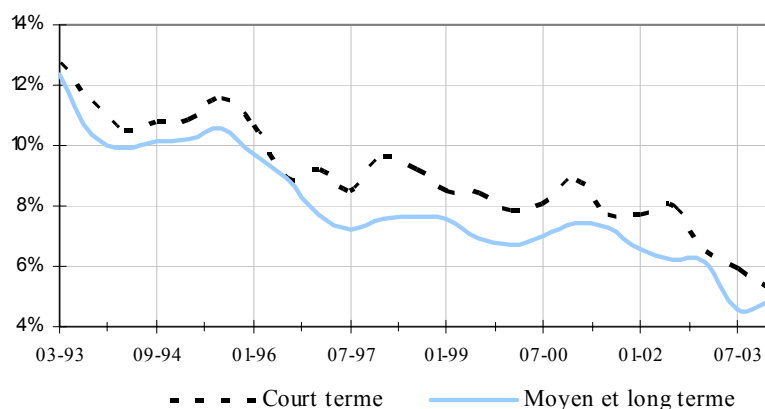
Par type de crédit, les découverts (44 % des financements) ont affiché un TMP en retrait de 0,54 point par rapport à l'enquête précédente (5,15 % contre 5,69 %), le taux moyen de l'escompte s'est lui aussi réduit (7,52 % contre 8,35 % en août 2003 soit -0,83 point) de même que celui des autres crédits à court terme (4,40 % contre 5,33 % six mois plus tôt, soit -0,93 point).

Par durée, le TMPG des crédits court terme est ressorti en repli de 0,68 point pour s'afficher à 5,25 % et celui des concours à moyen et long terme a connu une évolution positive (4,89 % contre 4,57 % en août 2003, soit +0,32 point).

#### Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	3ème trim. 2002	1er trim. 2003	3ème trim. 2003	1er trim. 2004	Variations annuelles
Escompte	9,78%	8,84%	8,35%	7,52%	-1,32 pt
Découverts	8,02%	6,66%	5,69%	5,15%	-1,51 pt
Autres crédits à court terme	6,09%	4,52%	5,33%	4,40%	-0,12 pt
<b>Total court terme</b>	<b>8,03%</b>	<b>6,51%</b>	<b>5,93%</b>	<b>5,25%</b>	<b>-1,26 pt</b>
Moyen et long terme	6,22%	6,11%	4,57%	4,89%	-1,22 pt
<b>TMPG</b>	<b>7,49%</b>	<b>6,40%</b>	<b>5,55%</b>	<b>5,14%</b>	<b>-1,26 pt</b>

#### Coût du crédit aux entreprises





L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires** ;
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

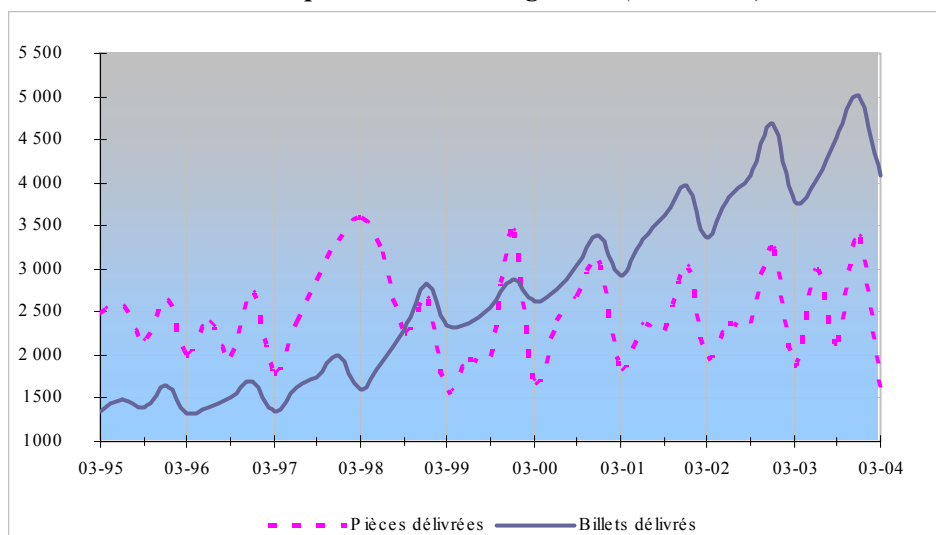
### 3. Autres activités de l'IEOM

#### 3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

Au terme du premier trimestre 2004, l'émission nette de billets F CFP s'est inscrite en progression de 7,6 % en rythme annuel, à 4.476.828 billets. En valeur, elle a connu un taux de croissance moindre de 4,8 % pour atteindre 11,3 milliards de F CFP. Sur un an, le nombre de billets de 10.000 F CFP est resté stable tandis que pour les autres coupures, il s'est inscrit en hausse : de 12 % pour les 5.000 F CFP, de 11,4 % pour les 1.000 F CFP et de 2,7 % pour les 500 F CFP.

L'émission nette de pièces s'est affichée en hausse de 4,5 % par rapport à mars 2003, soit 137,9 millions de pièces pour un montant de 1,6 milliard de F CFP (+ 4,1% sur un an). L'évolution annuelle par pièce est la suivante : + 3,9 % pour les 100 F CFP, + 4 % pour les 50 F CFP, + 4 % pour les 20 F CFP, +4,6 % pour les 10 F CFP, + 5,1 % pour les 5 F CFP, +5,8 % pour les 2 F CFP et + 3,9 % pour les 1 F CFP.

*Billets et pièces délivrés au guichet (en milliers)*



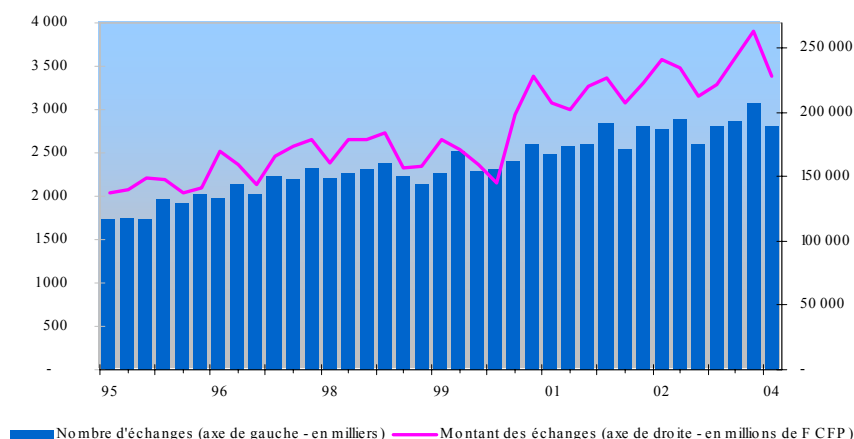
*Billets et pièces en circulation*

BILLETS	Au 31/03/2003	Au 31/12/2003	Au 31/03/2004	Variations trimestrielles	Variations annuelles
10 000 F CFP	594 525	660 438	594 346	-10,0%	0,0%
5 000 F CFP	459 042	632 542	514 088	-18,7%	12,0%
1 000 F CFP	2 047 070	2 386 397	2 279 467	-4,5%	11,4%
500 F CFP	1 059 989	1 126 645	1 088 927	-3,3%	2,7%
<b>Nombre total</b>	<b>4 160 626</b>	<b>4 806 022</b>	<b>4 476 828</b>	<b>-6,8%</b>	<b>7,6%</b>
<b>Valeur totale</b>	<b>10 817 524 500</b>	<b>12 716 809 500</b>	<b>11 337 830 500</b>	<b>-10,8%</b>	<b>4,8%</b>
PIECES					
100 F CFP	8 108 382	8 592 776	8 424 835	-2,0%	3,9%
50 F CFP	3 541 683	3 731 717	3 683 494	-1,3%	4,0%
20 F CFP	9 418 206	9 863 328	9 791 125	-0,7%	4,0%
10 F CFP	12 955 844	13 499 949	13 549 969	0,4%	4,6%
5 F CFP	14 551 645	15 204 509	15 289 319	0,6%	5,1%
2 F CFP	34 148 608	35 626 239	36 115 749	1,4%	5,8%
1 F CFP	47 985 708	49 486 856	49 851 891	0,7%	3,9%
0,5 F CFP	1 194 348	1 194 348	1 194 348	0,0%	0,0%
<b>Nombre total</b>	<b>131 904 424</b>	<b>137 199 722</b>	<b>137 900 730</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,5%</b>
<b>Valeur totale</b>	<b>1 495 483 233</b>	<b>1 575 488 553</b>	<b>1 557 107 548</b>	<b>-1,2%</b>	<b>4,1%</b>

#### 3.2 Les systèmes d'échanges

La chambre de compensation de Papeete a connu une croissance de son activité sur le premier trimestre 2004 comparativement aux trois premiers mois de l'année 2003 : les volumes compensés sont ainsi passés de 2,6 à 2,8 millions en un an (+8 %) et leur valeur de 213,3 milliards à 229 milliards de F CFP (+7,3 %). En revanche, par rapport au quatrième trimestre 2003, les règlements compensés se sont repliés, de 8,5 % en volume et de 12,9 % en valeur.

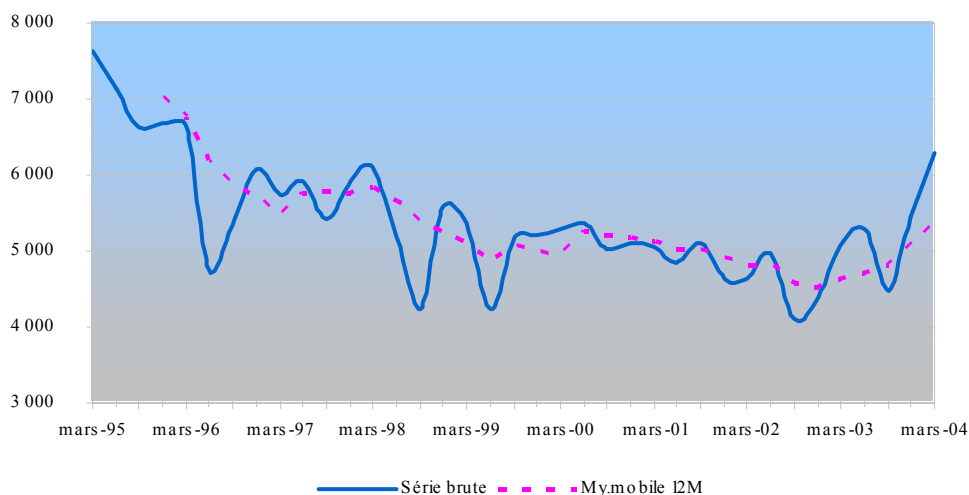
*Compensation des échanges de valeurs*



#### 3.3 Le refinancement

Au 31 mars 2004, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM s'établissait à 6,3 milliards de F CFP, en hausse de 15,2 % sur le trimestre et de 23,7 % en glissement annuel. Sur l'année, cette progression est principalement due au recours accru au refinancement à moyen terme (+39,3 %), les engagements à court terme ayant eu une croissance plus modeste sur la période (+3 %).

*Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)*



**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
**BP 583 - 98713 PAPEETE**

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE  
Responsable de la rédaction : R. MICHEL  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 04 juin 2004  
Dépôt légal : 04 juin 2004- N° ISSN 0296-3116